

GROUPE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE
ET DES RESSOURCES NATURELLES
(GREEN)

— 6 —

LE MARCHÉ PÉTROLIER
INTERNATIONAL DIX ANS
APRÈS LA CRISE DE 1973 :
BILAN ET PERSPECTIVES

*THE INTERNATIONAL
OIL MARKET TEN YEARS
AFTER THE 1973 CRISIS :
EVALUATION AND PROSPECTS*

publié sous la direction de/edited by
Antoine AYOUB

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

GROUPE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE
ET DES RESSOURCES NATURELLES
(GREEN)

— 6 —

LE MARCHÉ PÉTROLIER
INTERNATIONAL DIX ANS
APRÈS LA CRISE DE 1973 :
BILAN ET PERSPECTIVES

*THE INTERNATIONAL
OIL MARKET TEN YEARS
AFTER THE 1973 CRISIS :
EVALUATION AND PROSPECTS*

publié sous la direction de/edited by
Antoine AYOUB

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
Québec, 1984

© 1984, Les Presses de l'Université Laval.
Tous droits réservés. Imprimé au Canada.
Dépôt légal (Québec), 3^e trimestre 1984.
I.S.B.N. 2-7637-7035-5

LE MARCHÉ PÉTROLIER
INTERNATIONAL DIX ANS
APRÈS LA CRISE DE 1973:

BILAN ET PERSPECTIVES

*THE INTERNATIONAL
OIL MARKET TEN YEARS
AFTER THE 1973 CRISIS:
EVALUATION AND PROSPECTS*

DANS LA MÊME COLLECTION

1. *Le pétrole entre les pays producteurs et les pays consommateurs*, publié sous la direction de Antoine AYOUB, 1974.
2. *Le nouvel ordre pétrolier: de la firme transnationale aux rapports entre États/The New Petroleum Order: from the Transnational Company to Relationships between Governments*, publié sous la direction de Antoine AYOUB, 1976.
3. *Énergie: coopération internationale ou crise/Energy: International Cooperation or Crisis*, publié sous la direction de Antoine AYOUB, 1979.
4. *Les termes de l'échange des pays de l'OPEP*, par The-Hiep NGUYEN, 1981.
5. *Les problèmes de l'énergie et le dialogue Nord-Sud/The Energy Problems and the North-South Dialogue*, publié sous la direction de Antoine AYOUB, 1983.

Préface

Dix ans après le premier choc pétrolier de 1973, le temps est venu de dresser le bilan et de tirer les leçons qui s'imposent d'une décennie aussi mouvementée que riche en enseignements avant d'examiner le rôle et les effets des facteurs les plus importants qui vont influencer l'évolution future du marché pétrolier international.

C'est autour de cette double réflexion que s'articulait le programme de notre VI^e Colloque international d'économie pétrolière tenu à Québec du 7 au 9 septembre 1983 dont ce volume renferme les textes révisés qui y furent présentés.

Ce choix nous paraissait d'autant plus pertinent que la situation qui prévaut sur le marché pétrolier depuis 1981 contraste radicalement avec celle qui dominait dans les années '70. À tel point que la plupart des observateurs considèrent ce qui se déroule sous nos yeux (chute de la demande, baisse des prix, dissensions au sein de l'OPEP, etc.) comme un nouveau « tournant » et non plus comme la répétition d'un « cycle pétrolier » dont les phases se sont déroulées tout au long de la décennie précédente.

Sans vouloir refaire l'histoire de celle-ci, il convenait, dans un premier temps, d'en tirer les leçons les plus objectives possibles au-delà des mythes, des demi-vérités et des slogans. Plusieurs questions, à cet égard, continuent de réclamer des réponses satisfaisantes: l'OPEP était-elle un facteur de perturbation ou de stabilité du marché pétrolier? Dans quelle mesure peut-on considérer les prix pétroliers comme la cause des déséquilibres économiques (inflation, récession et chômage) qui persistent depuis le début des années '70 dans les pays industrialisés? Est-il vrai, et dans quel sens, que les « surplus financiers » de quelques pays de l'OPEP sont à la base du déséquilibre financier international et de l'endettement sans précédent des pays en développement?

C'est à partir de réponses claires à ces questions que l'on peut, dans un deuxième temps, examiner le jeu des multiples facteurs qui vont dominer le marché pétrolier au cours de la prochaine décennie et essayer ainsi de dégager la tendance que prendra la demande pétrolière, la production non-OPEP, la production des substituts au pétrole et l'évolution du marché pétrolier nord-américain. L'examen approfondi de ces facteurs, auxquels on peut ajouter le

poids de la situation politique explosive du Moyen-Orient, aidera sans doute à dessiner les perspectives probables au sujet des prix pétroliers, de la stabilité de l'OPEP, de l'évolution du « marché spot » et du marché à terme et incitera, par le fait même, à modifier ou, tout au moins, à revoir les politiques énergétiques des gouvernements et les stratégies d'investissements énergétiques des compagnies pour les prochaines années.

C'est aux réponses à ces multiples questions que se sont attachés les éminents conférenciers qui ont accepté de contribuer à nos efforts permanents depuis une dizaine d'années visant à clarifier et à dépassionner le « débat sur le pétrole ». Les textes révisés de leurs contributions sont regroupés dans ce sixième volume de notre collection.

La publication rapide des actes de ce VI^e Colloque nous la devons, d'abord, à nos conférenciers qui ont accepté de réviser leurs textes respectifs dans un temps record; nous la devons, ensuite, au travail efficace et suivi de Johanne Perron Deslauriers, documentaliste au GREEN, qui a fait de ces publications un défi personnel à relever. Tout en remerciant nos conférenciers de leur diligence, il me fait, encore une fois, plaisir d'assurer Johanne de toute ma sympathie et de toute ma gratitude.

Je dois aussi souligner fortement l'apport inestimable du Gouvernement du Québec et de celui du Canada à la réalisation de nos projets. Le premier, en acceptant de subventionner l'organisation de nos colloques et de poursuivre ainsi une tradition qui remonte maintenant à dix ans. Le second, en contribuant au financement de l'ensemble de nos publications et surtout de la collection dans laquelle paraît le présent ouvrage.

Mars 1983

Antoine AYOUB

Achévé d'imprimer
en mai 1984 sur les presses
des Ateliers Graphiques Marc Veilleux Inc.
Cap-Saint-Ignace, Qué.

TABLE DES MATIÈRES/CONTENTS

Préface	IX
INTRODUCTION	1
<i>Antoine Ayoub</i>	
Dix ans d'économie pétrolière	3
PREMIÈRE PARTIE: Les leçons d'une décennie 1973-1983	13
<i>Ulf Lantzke</i>	
Energy Policies in Industrialized Countries: an Evaluation of the Past Decade	15
<i>Ragaei El Mallakh</i>	
The World Oil Market: Lessons from the Past and Implications for the Future	23
<i>Pierre Fortin</i>	
Chocs pétroliers et stagflation dans les pays industriels: une synthèse de la décennie	33
<i>Zuhayr Mikdashi</i>	
Le problème de l'endettement des pays en développement et l'équilibre financier international	57
<i>Peter M. Towe</i>	
La crise énergétique et le dialogue Nord-Sud	95
DEUXIÈME PARTIE: Le marché pétrolier dans les années '80	109
<i>John Treat</i>	
The Effects of Economic Growth on the Oil and Energy Demand ..	111
<i>Paul S. Basile et Baudoin de La Grandville</i>	
The Evolution and Role of Non-OPEC Production in the International Oil Market	123
<i>James E. Akins</i>	
Prospects for the New OPEC	152

<i>Ahmed Al-Khereiji</i>	
The Role and Effects of Saudi Arabia's Oil Policy on the International Oil Market: Prospect for the Eighties	170
<i>Melvin A. Conant</i>	
Energy Policies of the United States: a Different Perspective	194
<i>J.E. Hartshorn</i>	
Recast Roles in the World Oil Performance	205
TROISIÈME PARTIE: Quelle politique énergétique pour demain?	221
<i>Leonard Waverman</i>	
Energy Conservation Policies: Value or Waste.....	223
<i>Mohamed Douieb</i>	
Objectifs et contraintes des politiques énergétiques des pays en voie de développement non producteurs de pétrole (PVDNP)	240
<i>Gary N. Ross</i>	
U.S. Oil and Gas Imports.....	249
<i>E.W. Best</i>	
The Conditions & Limits of Oil Substitution in Canada	262
<i>Pierre Desprairies</i>	
Que peut-on faire face à la nécessité d'une régulation du marché pétrolier?	284
Notes biographiques.....	294

INTRODUCTION

Dix ans d'économie pétrolière

Dix ans d'économie pétrolière

Antoine Ayoub

Introduction

Dix ans après le premier choc pétrolier d'octobre 1973, deux questions peuvent être soulevées :

— La première peut être formulée ainsi : Quelles sont les réalités qui émergent après une décennie mouvementée où « l'affaire du pétrole » occupait presque en permanence les devant de la scène ? Quelles sont les thèses et les explications qui ont le mieux résisté à l'épreuve des faits, à l'usure du temps et aux assauts, souvent polémiques, des idéologies opposées ? En somme, il s'agit d'abord de faire le point sur dix ans d'économie pétrolière.

— La deuxième question concerne l'évolution future des prix pétroliers. Non pas, certes, pour prédire d'une manière catégorique et définitive cette évolution — qui, à vrai dire, pourrait le faire ? —, mais au moins pour tenter de dégager ce que l'on peut appeler « les tendances lourdes » de cette évolution. En somme, il s'agit de se poser, à la lumière des enseignements des dix dernières années et surtout du retournement du marché en 1981, la question que tout le monde se pose aujourd'hui : Où va le prix du pétrole ?

C'est autour de ces deux points que je voudrais proposer quelques réflexions rapides, quitte à prendre le risque, en conclusion, de présenter un scénario possible concernant l'évolution des prix pétroliers jusqu'en 1990.

Depuis 1973 une littérature économique très abondante, quoique souvent répétitive et d'inégale importance, cherche à expliquer la nature du marché pétrolier, les causes des chocs qui le secouent périodiquement et les effets multiples que les prix du pétrole exercent sur l'activité économique, tant nationale qu'internationale. Que reste-t-il aujourd'hui de cet amoncellement impressionnant d'idées, d'arguments, d'analyses et d'informations ? Deux constatations touchant la nature de l'OPEP et les prix pétroliers vont me fournir l'occasion de répondre en partie à cette question.

1. L'OPEP: d'un cartel inexistant à un cartel à réussir

L'OPEP se trouve confrontée aujourd'hui, pour la première fois de son histoire, au défi de se transformer en un véritable cartel de production pétrolière. C'est-à-dire en un organisme dans lequel les membres acceptent, d'un commun accord, de fixer un plafond à leur production globale et de respecter, en même temps, les exigences d'une répartition de cette production entre eux selon un quota convenu.

C'est là une situation toute nouvelle qui n'a jamais existé auparavant. Car, en dépit d'une idée reçue, l'OPEP n'a jamais été le cartel de production pétrolière dont une certaine littérature a entretenu le mythe durant des années et dont les médias ont popularisé l'image. Non pas parce que les États-membres avaient une idée philanthropique du commerce international ou parce qu'ils répugnaient à l'idée de contrôler en commun leurs productions pour maximiser leurs profits. Mais, tout simplement parce que ces États n'avaient nul besoin d'un tel contrôle pour augmenter leurs profits étant donné les conditions du marché.

En effet, pendant toute la période 1973-1980, la demande dépassait en général l'offre et cette dernière était souvent très proche de la capacité de production technique propre à la plupart des pays producteurs. Si l'on ajoute à cela le fait que les ressources pétrolières non-OPEP et les énergies alternatives étaient encore loin de concurrencer sérieusement l'offre de l'OPEP, on comprendra mieux pourquoi l'organisation d'un cartel de production était à l'époque inutile et pourquoi la thèse qui soutenait que l'OPEP était un cartel est fragile et fallacieuse malgré sa popularité.

Il est vrai, toutefois, que l'équilibre du système était, en dernier ressort, assuré par l'Arabie Saoudite. Ce pays, en assumant le rôle de l'offreur marginal, contrôlait, tant bien que mal, les revendications à la hausse des prix que les autres pays producteurs, à faibles ratios réserves-production et à forts besoins en capitaux, entretenaient en permanence. Il faut aussi souligner que les conditions du marché facilitaient à l'Arabie Saoudite l'exercice de son « leadership » sur les prix de l'OPEP tout en lui permettant de rejeter systématiquement l'idée même d'un plan commun de production.

Quand, à partir de 1981, les conditions du marché ont commencé à se modifier sérieusement, l'Arabie Saoudite s'est trouvée de plus en plus incapable d'assurer le contrôle du système comme elle l'a fait durant les années '70. Dès lors, l'OPEP était placée devant l'alternative suivante: ou bien se transformer en cartel pour sauver la mise, ou alors affronter une guerre de prix avec les

conséquences que l'on devine pour chaque membre. C'est la voie de la cartellisation qui fut finalement choisie en mars 1983 après un bref épisode de guerre des prix.

Ce cartel est-il solide? La réponse à cette question, comme je l'indiquerai dans un instant à propos de l'évolution des prix futurs, dépend essentiellement des facteurs suivants: a) l'évolution de la demande pétrolière mondiale; b) l'importance de l'offre pétrolière des pays non-OPEP et c) les besoins en capitaux des pays de l'OPEP.

2. Les prix du pétrole se fixent d'abord à Rotterdam et ensuite à Vienne

En termes clairs, cela veut dire que le marché « spot », ou le marché libre, constitue le baromètre à partir duquel les prix de l'OPEP sont fixés. Sauf dans les périodes de flambées passagères des prix sur ce marché suite à des évènements politiques, les prix-OPEP se sont généralement ajustés systématiquement à la tendance dégagée par le marché libre de Rotterdam. Cela était vrai quand cette place n'occupait que 5% du marché pétrolier en 1973 et cela continuera de plus en plus à être vrai au moment où la part du marché libre s'élève aujourd'hui à environ 20%. On a bien constaté, d'ailleurs, cette année que la baisse du prix du « Marker Crude » de 34 \$/bl à 29 \$/bl répondait parfaitement à une baisse correspondante sur le marché libre.

Ces faits, amplement observés, renvoient dos-à-dos deux thèses opposées mais qui découlent d'une même conception, à savoir que les prix pétroliers de l'OPEP sont des prix politiques qui n'ont rien à voir, ou si peu, avec les lois du marché. La première de ces thèses, généralement défendue par quelques experts des pays industrialisés, considère que les prix de l'OPEP sont tout aussi « arbitraires » qu'« artificiels », voulant dire par là que, dépendants de la volonté politique des pays producteurs et non des conditions du marché, ces prix ont tendance à être gonflés. C'est la position, par exemple, du Programme Énergétique National du Canada, même si l'évolution réelle du marché pétrolier et énergétique lui oppose depuis sa mise en oeuvre en 1980 des démentis répétés. C'était aussi la position de la politique américaine de l'énergie avant son abolition par le président Reagan.

La thèse opposée, défendue par les radicaux et les maximalistes de l'OPEP, découle de la même source et est tout aussi erronée que la première car elle considère les prix pétroliers comme s'ils étaient l'arme de revanche des pays du Tiers-Monde contre les pays industrialisés. D'où, par conséquence,

une attitude très politisée à ce sujet et une volonté de fixer les prix pétroliers à des niveaux de plus en plus supérieurs, sans égard aux réalités économiques existantes et aux réactions éventuelles des consommateurs.

Le retournement du marché

À la lumière de ces deux constatations d'une part, et de l'érosion des prix observée depuis 1981 d'autre part, il est maintenant possible de soulever la question suivante: Jusqu'à quel point et dans quelle mesure peut-on considérer le retournement du marché pétrolier comme un phénomène structurel? L'examen des quatre facteurs qui va suivre constituera un début de réponse à cette deuxième question de mon exposé.

1. La consommation américaine

Après un niveau record en 1978 d'environ 19 MBJ, la consommation pétrolière des États-Unis n'a fait que fléchir année après année. Pour 1982, le niveau de la consommation était d'environ 15 MBJ. Cette baisse, d'environ 4 MBJ entre 1979 et 1982, constitue une part importante de la baisse de la demande mondiale et indique clairement, s'il en est besoin, la place centrale qu'occupe la demande américaine par rapport à la demande mondiale (pays communistes exclus).

Plusieurs facteurs sont responsables de cette baisse, mais le plus important et le plus permanent, c'est la politique de libéralisation des prix pétroliers internes pratiquée par le président Reagan. En effet, après plusieurs années d'une politique de réglementation de ces prix sous les administrations Nixon, Ford et Carter, les économies d'énergie tant vantées par la publicité officielle tardaient toujours à se concrétiser. Bien plus, entre 1973 et 1978, la consommation pétrolière américaine augmentait de 6,6% en moyenne, entraînant une augmentation de la part des importations dans la consommation totale de 38% en 1973 à 52% en 1978. Ainsi, au lieu d'atteindre « l'indépendance énergétique » tant de fois proclamée comme objectif prioritaire, les États-Unis n'ont fait qu'augmenter leur dépendance d'abord vis-à-vis du pétrole et ensuite vis-à-vis des producteurs étrangers.

Mais depuis 1979, et à la faveur de la politique de déréglementation, ce pays a sérieusement amorcé la phase d'ajustement qu'il avait reportée d'année

en année depuis 1973. Il faut bien souligner, pour faire ressortir son caractère permanent, que cette politique de libéralisation s'inscrit dans un plan d'ensemble (*Securing Americas' Energy Futur*) que le président Reagan a publié à l'été 1981 et qui vient bouleverser toute la conception et les méthodes de la politique énergétique américaine qui prévalaient sous les administrations précédentes. La nouvelle conception repose sur le principe du « marché libre » et sur la conviction que les prix que ce marché secrétera suffiraient pour agir comme stimulant (ou comme frein) à un développement harmonieux de l'ensemble du secteur énergétique américain.

Il est trop tôt pour porter un jugement détaillé sur cette politique d'autant plus que son application coïncidait avec une récession profonde de l'économie américaine. Mais il demeure, toutefois, que les effets de la libéralisation des prix sur le niveau de la consommation sont déjà réels et qu'ils le demeureront certainement, au moins en partie, après la reprise économique. Surtout que les investissements que les utilisateurs et les producteurs ont effectués pour économiser l'énergie (la mode des petites voitures, par exemple) sont encore loin d'être amortis.

2. Économies d'énergie et récession

Jusqu'en 1973, un lien très étroit s'est établi entre le taux de croissance de la consommation énergétique et le taux de croissance économique. Le rapport « historique » que l'on observait jusqu'à cette date entre ces deux taux était de l'ordre de 1: pour chaque 1% de croissance économique répondait en général 1% de croissance de la consommation énergétique.

Il va sans dire que les hausses successives des prix pétroliers et des prix des autres sources d'énergie ont agi sur le taux de la consommation énergétique en encourageant les économies d'énergie soit par des ajustements immédiats (abaissement de deux ou trois degrés du thermostat, limitation de vitesse... etc.), soit par des ajustements à moyen terme nécessitant des investissements (calfeutrage des maisons, par exemple). On peut donc conclure en principe que le rapport entre le taux de croissance énergétique et le taux de croissance économique s'est sans doute modifié à la baisse.

Tout le problème, en revanche, consiste à déterminer avec exactitude l'ampleur de cette baisse. D'autant plus que la récession qui sévit depuis quelques années rend difficile l'estimation quantitative séparée de l'effet des économies d'énergie et de l'effet de la récession. D'abord, parce que la